



Déclaration préalable CSA-A du 26 janvier 2023

La FSU remercie l'ensemble de ses électeurs pour la confiance renouvelée dans sa fédération et ses syndicats nationaux. Force syndicale majoritaire de cette académie, la FSU continuera à porter haut les valeurs d'un service public d'éducation et continuera de défendre les personnels, l'amélioration de leurs conditions de travail et leurs droits comme elle l'a toujours fait.

Le professeur est généralement un bon élève. L'ensemble des personnels qui décide de s'engager dans un métier de l'éducation nationale partage l'idée que le travail mérite salaire, que l'effort paye, que les diplômes et les qualifications soient reconnus et respectés. Persuadé que la maison Education nationale reconnaîtra sa valeur et respectera sa vocation, il ne saurait imaginer que derrière la façade de cette grande maison le mensonge, la manipulation, l'illégalité se propagent.

C'est contre tout cela que les personnels ont manifesté leur colère par la grève le 19 janvier dernier et continueront de le faire le 31.

De quel mensonge parle la FSU ?

Celui de la promesse de revalorisation salariale : 9 mois après les promesses du président de la République, 8 mois après son entrée en fonction, 4 mois après le début des discussions sur le sujet, toujours aucune avancée sur la question des salaires après la réunion menée par le ministre mercredi dernier ! La promesse présidentielle était celle d'une augmentation de 10 % pour toutes et tous sans contrepartie en janvier 2023. Cette promesse était en réalité une tromperie.

En revanche, le ministre a confirmé que la logique du pacte et donc du « travailler plus pour gagner plus » serait un élément central des mesures salariales envisagées, ce qui aggraverait les inégalités salariales et dégraderaient encore davantage l'attractivité des métiers. Dans un contexte de crise politique, c'est la crédibilité de la parole politique qui est en jeu.

Le personnel veut travailler mieux, pas plus. Il veut un bon salaire, qui garantisse une bonne pension, et de bonnes conditions de travail, pour profiter en bonne santé de sa retraite.

De quelles manipulations parlons-nous ?

D'abord, celle qui consiste à essayer de faire croire à l'opinion publique qu'une heure de Français ou de Mathématiques en 6^e, prise en charge par un professeur de n'importe quelle autre discipline, y compris un professeur des écoles, « volontaire », pourrait résorber la difficulté scolaire en lieu et place de la remédiation au sein de la classe par des enseignants spécialistes de leur matière, en effectifs réduits.

Car le problème essentiel est celui-là : en France nous avons dans nos collèges un E/D parmi les plus élevés d'Europe avec 25,8 élèves par division (une hausse de 1,2 élèves en 10 ans), ce que votre diaporama destiné à la presse se garde bien de montrer. Or c'est bien dans la classe, en petits groupes, que la prise en charge de l'hétérogénéité et l'aide aux élèves en difficulté se joue.

Enfin, l'évolution démographique a bon dos... érigée en étendard lorsqu'elle est en baisse, elle est aussitôt dissimulée lorsqu'elle repart à la hausse et ne peut plus être agitée comme prétexte aux dogmatiques suppressions de postes. 65 emplois détruits pour la rentrée 2023 dans le 2nd degré de notre académie, c'est autant de moyens en moins de répondre aux conséquences de la crise sanitaire, aux difficultés repérées, aux sorties sans qualifications, à la baisse de la réussite aux examens dans notre

académie. Arguer la démographie scolaire est un bien piteux cache misère de la politique de renoncement qui est celle de notre ministère.

Autre manipulation celle qui consiste à dire que les élèves des lycées professionnels seront mieux formés en entreprise qu'à l'école. Pour la FSU, plus de temps en entreprise, c'est moins de temps à l'école ! Nous voyons donc se profiler de nouvelles pertes d'heures d'enseignement et donc de moyens humains ! Augmenter les périodes de stages, même progressivement, comme développer à tout crin l'apprentissage en bac pro et CAP, c'est tout simplement priver les élèves, mineurs et les plus fragiles scolairement, d'un enseignement global et ambitieux. C'est mettre en péril leur avenir scolaire comme professionnel. C'est aussi les exposer aux dangers multiples, notamment en termes d'hygiène et de sécurité, inhérents au monde du travail.

De quelle illégalité parlons-nous ?

Dans l'Education nationale, les décisions sont d'abord communiquées par voie de presse, sans concertation et au mépris des conséquences sur les services et sur les postes. En cela, notre Ministre est dans la continuité de JM Blanquer. Mais il est aussi relayé dans sa logique par des Recteurs qui enjoignent les DASEN, les chefs d'établissement ne pas respecter la loi écrite concernant l'enseignement obligatoire de la technologie en 6^e. Dans un Etat de droit, cela paraît curieux, voire inconcevable...

La FSU rappelle ses exigences :

- Une augmentation sans contreparties, pour toutes et tous, début, milieu et fin de carrière.
- Dans les CA, des TRMD avec des heures allouées à la technologie et qui préservent les dispositifs de soutien existants. En cas de refus, nous appelons à voter contre les DHG.
- Le retrait de la réforme du lycée professionnel.
- En lycée, le report des épreuves de spécialités en juin.
- La demande d'une politique ambitieuse pour le service publique d'éducation.
- Le retrait du jour de carence.
- Le retrait de la réforme de la transformation de la fonction publique avec le retour à la transparence et l'équité de traitement des opérations de mutation et d'avancement de carrière.
- Le retrait du projet de réforme des Retraites, qui n'est ni nécessaire, ni juste. Elle appelle les personnels à l'action cette semaine : AG, réunions publiques, rassemblements locaux... pour préparer et réussir la grève du 31 janvier et ses suites.

Enfin, pour conclure, la FSU maintient sa demande d'annulation des retraits d'emplois prévus dans les filières administratives et techniques des services et établissements de l'académie. Première organisation syndicale des filières hors enseignantes dans notre académie comme dans la région académique, pas question pour nous d'accepter le sous effectif croissant en personnels de ces filières, sous effectif qui dégrade ainsi l'administration et le pilotage de l'éducation nationale et les conditions de travail des collègues.